

Un danger dans notre armée de milice!

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **142 (1997)**

Heft 3

PDF erstellt am: **07.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ERSCHLOSSEN EMDDOK

MF

467/1850

Sommaire

RMS/Mars 1997

**Un danger dans
notre armée de milice !****Editorial**

Un danger dans notre armée de milice 3

Politique de défenseEssai hors jeu
Div E.P. Dénéreaz 6**Actualité**Le Corps
des gardes-frontière
Col J. Strahm 10Rapport 1997 de la div
camp 2 15Cours sur le droit
des conflits armés
M.-M. Greub 17**Instruction**Formation militaire
d'un manager (1)
Col P.G. Altermath 19**Armées étrangères**La morsure du « Cobra »
G. Rivet 25**RMS-Défense Vaud**

I-IV

RenseignementC⁴I, la fusion
des données 28**Armement**Le système Land Warrior
Cap S. Curtenaz 32**Nouvelles brèves** 35**Histoire**Le soutien (2)
Cap P. Zen Ruffinen 39**Compte rendu**« Il faut encore avaler
la Suisse ! »
Lt-col J.-J. Rapin 44**Revue des revues**

Cap F. Schmutz 45

Au début des années 1960, certains officiers généraux suisses, commandants de Grandes Unités, beaucoup de commandants de régiment, qui voulaient que notre armée de milice soit un instrument apte à faire la guerre contre des envahisseurs venus de l'Est, intervenaient avec une grande énergie, tenant des propos qui n'avaient rien de commun avec la langue de bois. Durs avec les autres comme avec eux-mêmes, ils manifestaient de grandes exigences, inspiraient une « sainte crainte », voire la panique, chez les cadres comme chez les soldats, quand ils apparaissaient à la troupe. Les participants aux exercices et aux manœuvres – petites, moyennes ou grandes – courraient le risque d'être « descendus en flamme », autant sur le terrain que lors de la critique. Ces méthodes, aujourd'hui, ne manquent pas d'étonner. Pourtant, pas de réactions viscérales et simplistes, il faut situer cette façon de faire dans le contexte de l'époque !

On ne saurait donner tort à ces chefs, car ils avaient une vision claire des nécessités de l'instruction et des objectifs que leurs subordonnés devaient atteindre. Il leur appartenait de mettre en place l'Armée 61 ! La justesse de leur vision de la menace, la découverte des

plans du Pacte de Varsovie, après l'implosion de l'Union soviétique, l'a confirmée avec éclat. De telles méthodes, on les retrouvait d'ailleurs dans les écoles et les entreprises civiles.

A la même époque, certains états-majors d'élite et de landwehr ressemblaient à des « sociétés d'admiration mutuelle », selon l'expression du commandant de corps Pittet. Choisis dans une région donnée, ces officiers, dont les sensibilités politiques reflétaient le rapport des forces entre les partis bourgeois du secteur, se retrouvaient à l'armée, un peu comme dans leur club de service. Les compétences et l'ardeur au travail passaient parfois au second plan. C'est un danger qui menace toujours une armée de milice... Quant à la troupe, elle était formée comme ailleurs de bons et braves citoyens-soldats, prêts à remplir leur devoir.

Aujourd'hui, la société suisse a profondément changé, comme les rapports entre supérieurs et subordonnés, dans la vie civile et militaire. On ne peut plus faire une critique à l'université, dans l'entreprise ou à l'armée comme on la faisait il y a une trentaine d'années. Faut-il, pour autant, prétendre par principe que « tout va pour le mieux

dans le meilleur des mondes possibles » ?

Est-il réaliste de proclamer qu'après un seul cours de répétition, une formation maîtrise un nouveau système d'arme et qu'elle est apte à l'engagement ? Sans mettre en doute les compétences et le travail des citoyens-soldats, ne faudrait-il pas souligner les lacunes qui subsistent ? « Ne nous leurrions pas, disait le divisionnaire Frédéric Greub lors du dernier rapport de la Division de campagne 2, dans une armée de milice il faut des années pour que de nouveaux matériels soient maîtrisés. Ce n'est, en définitive, que lorsque la jeune génération, instruite à l'école de recrues, sera majoritaire dans les unités que ce matériel sera vraiment opérationnel. »

La réforme « Armée 95 », la plus importante depuis 1874, implique de profonds changements dans le domaine de l'engagement. Si le travail du fantassin et de l'équipage de char, la technique de combat de l'unité blindée ou mécanisée n'ont pas changé par rapport à

l'Armée 61, il n'en va pas de même pour la doctrine d'engagement de la brigade blindée. Il semble impossible que les états-majors de cette Grande Unité opérative maîtrisent les missions qui pourraient leur être confiées après un cours de répétition, un cours technique/tactique et un exercice de rodage, d'autant plus que les simulateurs de conduite prévus pour l'instruction tactique ne sont pas encore prêts... Il s'agit de le dire clairement jusqu'aux échelons les plus bas, sans pour autant décourager.

Il en va de même dans les régiments territoriaux dont les missions apparaissent bien différentes de celles de feu les arrondissements territoriaux. Les fusiliers et les grenadiers territoriaux doivent maîtriser de nouvelles techniques de garde et d'intervention, qui requièrent de leur part une grande maîtrise de soi et une indispensable faculté de jugement, sans qu'ils puissent forcément compter sur la présence d'un supérieur. Ces soldats en ont sans doute les capacités, mais il leur

faut du temps et beaucoup d'entraînement pour assimiler ces nouveautés. Aussi sursaute-on quand un commandant de régiment territorial annonce officiellement que sa formation est opérationnelle, alors que la plupart de ses hommes, qui n'ont pas été formés à l'école de recrues, ont suivi une semaine de recyclage, lors de leur premier cours dans le cadre d'Armée 95...

Aujourd'hui comme hier, parlons clair à nos subordonnés militaires, tout en les traitant comme des adultes et des citoyens responsables. Il n'y a pas de législation concernant le « langage militairement correct », venue des États-Unis ou d'ailleurs. Il ne faudrait pas que nos troupes ressemblent à une « garde nationale », que ses chefs se mettent à croire tous les problèmes résolus et qu'on « est les meilleurs » : c'est un danger inhérent à notre système de milice, une sorte de constante qui existait déjà dans l'ancienne Confédération.

Colonel Hervé de Weck